



L'annonce faite par le Président de la République, de baisser la dépense publique d'au moins 50 milliards d'euros en trois ans, s'inscrit dans la politique d'austérité généralisée qui est contre-productive en matière de relance économique, de progrès social et de cohésion sociale.

Baisser encore les dépenses publiques, c'est dégrader le service public et réduire les capacités de l'intervention publique. Les services publics sont un bien commun et un élément de solidarité. Ils ont démontré leur efficacité en matière de développement économique et leur rôle d'amortisseur social pendant la crise. Il faut au contraire les consolider et augmenter leurs moyens d'action.

A Bercy, depuis plus de dix ans, ce sont des milliers d'emplois qui ont été supprimés. Aujourd'hui, avec la Modernisation de l'Action Publique (MAP), toutes les directions subissent cette purge budgétaire au travers des « démarches stratégiques ». Cela se traduit par la mise en péril de l'exercice même des missions et l'aggravation des conditions de travail, mais aussi par la poursuite de la réduction des plans de qualification et le maintien du gel des rémunérations.

Cette année encore, c'est plus de 100 emplois supprimés au sein de nos administrations dans la région.

A l'heure où le gouvernement multiplie les annonces concernant la fraude qu'elle soit fiscale, sanitaire ou économique, il poursuit la destruction des services du ministère en charge de la lutte contre la fraude.

S'agissant de ce comité, nous ne faisons que dénoncer depuis des mois, voire des années des dysfonctionnements inacceptables : ordre du jour pléthorique, refus de faire appel à des expertises externes, consultation tardive lors de restructurations de service et décisions arbitraires du président d'utiliser les crédits.

C'est pourquoi, et dans la perspective de la journée de grève unitaire aux Finances le 20 mars prochain, l'intersyndicale CGT, FO, CFDT a décidé de boycotter cette séance.